



Florennes, le 18 août 2010

Plan de Cohésion Sociale de Florennes

Place de l'hôtel de ville 1
5620 Florennes
Tél : 071/68.14.64
quentin.lorent@florennes.be

PV réunion du 17 août 2010 – GT Vivre ensemble

1. Présents :

Baudouin CHARLIER, **Bruno WYNANDS** (FEDASIL), **Geoffrey PIETRONIS** (AMO Jeunes 2000), **Elisa FERRON** (écrivain public), **Françoise LECOMTE** (Croix Rouge), **Stéphane COLLARD** (Maison des Jeunes), **Anne-France STIMART** (Bibliothécaire), **Joseph GATUGU** (CAI Namur), **Fikirini MASSUMBUKO** (BAID), **Quentin LORENT** (PCS), **Marion LEBOUTTE** (PCS).

2. Excusés :

Frédérique SEYLER (présidente du CPAS).
Roland VANDERECK (Croix Rouge).
Vérane PARMENTIER (Printemps des Ducs).
Cécile REMAN (ALE).

3. Introduction :

M. LORENT remercie les participants de leur présence et un tour de présentation est proposé. L'ordre du jour est précisé, les objectifs de cette réunion étaient la récolte des diverses informations prévues, l'orientation définitive de l'action, le choix d'un animateur, la définition des besoins logistiques et la définition de la date finale.

Afin de répondre aux souhaits du groupe de travail et des citoyens d'œuvrer ensemble dans la mise en place de ce projet, des invitations à cette réunion du 17 août ont été envoyées mais l'horaire ne permet pas aux citoyens qui travaillent d'être présents. Afin de faciliter leur participation, la décision est prise de postposer l'heure de la prochaine réunion du 2 septembre 2010 à 18h au lieu de 9h30.

4. Définir un animateur / médiateur externe et neutre :

Plusieurs personnes de contacts possibles sont citées.

Mme LOTTIN (AMO Jeunes 2000) avait proposé « *L'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations* » (IRFAM). Plus précisément Monsieur **Altay Monço** qui est le directeur scientifique de l'IRFAM ou Madame **Tina Sensi**.

M. GATUGU (CAI Namur) pense à Monsieur **Ahmed Ahkim**, Directeur du Centre de Médiation des Gens du Voyage en Wallonie.

M. WYNANDS (Fedasil) propose Monsieur **Bernard FRANCOQ**, sociologue à l'UCL avec qui il avait déjà travaillé lors d'un évènement semblable au nôtre.

M. COLLARD (MJ) pense au **CIRE** (coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers).



Le Centre Socialiste d'Education permanente (CESEP) est aussi évoqué. Particulièrement **Cécile Paul**, sociologue - formatrice de cadres culturels au CESEP et à la Communauté française. Mais aussi **Morfula TENECETZIS**, coordination du CESEP.

M. CHARLIER pense à **Bonaventure KAGNE** du Centre d'études et de mémoires des migrations subsahariennes (CEMIS).

D'autres organismes qui pourraient nous orienter comme le « Centre pour l'égalité des chances », le « Service de Médiation Interculturelle et Sociale » (SMIS) et le « Centre Régional d'Intégration de Charleroi » (CRIC).

5. Fixer une date pour la rencontre citoyenne :

La date devra être fixée en fonction des disponibilités de l'animateur mais nous restons dans l'idée d'organiser la rencontre citoyenne fin septembre. Pour la prochaine réunion du 2 septembre il faut absolument avoir choisi un animateur et avoir fixé un échéancier précis.

6. Déterminer un lieu :

Après discussion, la salle Sabi-meuble (espace culture) semble le mieux correspondre à nos besoins. D'un point de vue logistique, des chaises et des tables devraient être disponibles dans le sous-sol. Des cloisons mobiles y sont disponibles afin d'aménager la salle en fonction du nombre de personnes présentes. Au niveau de la sonorisation, Fédasil dispose de matériel qui pourrait être mis à notre disposition (à voir avoir avec M. WYNANDS). La maison des jeunes disposent également de micros et d'une petite sono si besoin. M. LORENT se charge de vérifier la disponibilité de la salle ainsi que le matériel dès que nous aurons défini l'échéancier.

7. Les objectifs de la rencontre citoyenne:

L'objectif est de proposer aux citoyens un espace de parole, leur permettre d'exprimer librement leurs craintes et questionnements. C'est une occasion de faire un relevé des difficultés rencontrées par les riverains et les résidents du centre Fédasil.

Cette rencontre est pensée comme un « premier pas » qui propose un cadre aux citoyens. D'une part pour « vider leur sac » et d'autre part pour entendre ce qu'ils ont envie de mettre en place. Il s'agit de parler des problèmes mais aussi des pistes de solutions.

La question se pose : « s'il s'agit d'entrer en médiation lors de cette première rencontre, ou plutôt de s'en tenir à un simple relevé d'avis et d'opinions ? Mais alors que faire de l'expression des gens ? »

Mme FERRON souligne qu'il serait peut-être plus facile d'avoir des représentants communaux si la démarche de médiation est privilégiée. A ce sujet, il nous semble important que le directeur du centre ainsi que les représentants politiques soient présents. Par contre une question se pose : « leur présence ne va-t-elle pas provoquer une certaine peur de s'exprimer chez certains ? »



Concernant le concept Café-débat, l'idée reste intéressante à exploiter pour de future rencontre mais peut-être pas adapter à cette première expérience. Par contre, un petit bar peut être proposé à la fin des discussions.

8. Diffusion de l'information :

Début septembre, un article expliquant l'état d'avancement du projet (annonçant les dates de rencontres si définies), devrait être publié dans « Le Florennes » et dans le journal de Fédasil.

Les invitations pour les habitants de la rue Rohan Chabot, de la Place de la Chapelle et les résidents du centre seront à prévoir.

Collégalement, il est souligné l'importance d'informer régulièrement la population sur les démarches et l'état d'avancement du projet. Un article est déjà paru en page 7 du Florennes du mois d'août 2010.

9. Remarques méthodologique :

- Un travail préparatoire ne devrait-il pas être réalisé avec les résidents du centre Fédasil et des habitants avant d'envisager la rencontre commune ?
- Comment préparer les gens à s'exprimer en public ?
- Les différences de cultures sont aussi à prendre en compte. Avons-nous pensés aux différences de langues ? Ne devrions-nous pas prévoir des interprètes ?
- Comment faire un travail en amont ?
- Ne faudrait-il pas des portes paroles, des représentants de chaque public participant ?

Une idée serait de permettre aux participants de mettre par écrit, avant la rencontre, les choses qu'ils ont envie d'exprimer. Lors du débat, nous pourrions aussi distribuer des fiches à chaque participant sur lesquelles ils auraient la possibilité d'écrire des questions, commentaires, remarques etc.... Celles-ci seraient ramassées à un moment du débat pour ensuite être lues au public. Ceci pourrait être un moyen de pallier à la difficulté de s'exprimer oralement en public et un outil pour favoriser l'expression. Il n'est pas toujours évident pour tout le monde d'oser parler en public.

M. FIKIRINI exprime que du côté des résidents du Centre d'accueil il y a un besoin d'être rassuré par quelqu'un d'extérieur. Une proposition est faite d'organiser une réunion au centre Fédasil afin de présenter le projet et préparer les résidents. M. CHARLIER rappelle qu'il est important de faire comprendre aux résidents du centre d'accueil qu'ils ont le droit et sont libres de s'exprimer et participer aux rencontres, aux plate-forme du PCS, aux groupes de travail, à la vie associative de Florennes, etc ... Ils y ont leur place !

Autre remarque, ne devrions-nous pas nous préparer à donner des réponses ? Les personnes ne sont elles pas en attentes de pistes d'actions ? Marie-France STIMART nous rappelle que lors d'un dernier débat une demande était faite de voir ce qui se faisait ailleurs, les solutions apportées, des exemples d'expériences réussies.



Suite à ces questions, ne devrions-nous pas demander conseil à un médiateur spécialisé pour nous éclairer ? Ne serait-il pas intéressant de se faire accompagner par quelqu'un de professionnel pour ce projet ? Car le danger est de se précipiter (afin de répondre à la demande des riverains qui sont en attente depuis déjà longtemps), mais peut-être de prendre le risque de «rater» l'évènement. C'est un sujet très délicat, il est important que cette première rencontre soit une « réussite » afin de pouvoir continuer à organiser d'autres rencontres citoyennes dans l'avenir.

L'idéal serait de trouver une personne de référence qui pourrait suivre le processus de A à Z dans le cadre de ses missions.

Suite à ces différentes réflexions, il semble judicieux d'organiser dans un premier temps deux réunions de préparations à la rencontre. Une réunion entre les Florennois de la Rue Rohan Chabot et Place de la Chapelle et une réunion entre les résidents du Centre d'accueil.

10. Enregistrer ou filmer le débat :

Dans l'objectif de garder des traces mais aussi de se constituer un outil d'analyse, l'idée avait été émise d'enregistrer ou de filmer le débat. M. FIKIRINI estime qu'il faut immortaliser l'évènement de la rencontre commune. La remarque collective est que cela risque de faire peur aux gens et donc de freiner leur participation à la rencontre. Nous pourrions cependant proposer l'idée aux participants lors des deux réunions préparatoires. En fonction de leurs avis, nous statuerons sur cette proposition.

11. Conclusion :

Une prochaine réunion de travail est programmée le jeudi 2 septembre à 18h en la salle annexe de l'administration communale. En préparation de cette réunion :

M. LORENT et Mlle LEBOUTTE se chargent de contacter les différentes personnes de références évoquées ci-dessus. En fonction des disponibilités de ces intervenants un agenda d'avancement sera établi.

L'invitation à la prochaine réunion sera renouvelée auprès des citoyens.

M. LORENT s'assura en temps voulu de la disponibilité de la salle Sabi-meuble (espace culture) et du matériel.

Il s'agit de profiter des prochaines parutions du Florennes pour annoncer et diffuser les informations en lien avec le projet « Vivre ensemble ».

Pour Quentin LORENT.

Marion LEBOUTTE.
Assistante Sociale du
Plan de Cohésion Sociale
Administration communale de Florennes.

